



Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Police Métropolitaine des Transports - Mise en place de la verbalisation électronique - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération du Conseil de Métropole en date du 7 juin, 2021, la création d'une Police Métropolitaine des Transports, a été approuvée. Le Conseil de Métropole du 4 avril 2023 a autorisé la signature de la convention intercommunale de coordination des interventions de la Police Métropolitaine des Transports avec les forces de sécurité de l'Etat. Cette convention a été signée le 7 juin 2023.

Cette police métropolitaine à vocation à intervenir sur tout le réseau de transports en commun de la Métropole et, de manière ponctuelle, sur des événements dits « *de risques majeurs* » ou sur des événements d'envergure métropolitaine à caractères festifs, culturels, sportifs, générateurs de fortes affluences. Pour pouvoir assurer les missions dévolues aux agents de la Police Métropolitaine des Transports (PMT), notamment en matière de verbalisation des incivilités, manquements divers aux règles d'usages des transports en communs, tout comme au respect du Code de la route sur les axes utilisés par les véhicules de transports en communs, et de manière générale à toutes les missions dévolues aux agents policiers pour lesquelles les procédures d'amendes forfaitaires sont prescrites, il est nécessaire de doter les agents de la PMT, de moyens de verbalisations électroniques.

Ces moyens de verbalisation se traduisent par la signature d'une convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), en lien avec Monsieur le Préfet de l'Hérault. Les principaux objectifs du Procès-Verbal Electronique sont la dématérialisation du recueil des infractions par :

- La rationalisation de l'organisation et la sécurité des procédures ;
- L'assurance de l'équité entre les contrevenants ;
- L'augmentation du taux de paiement des amendes ;
- La centralisation et l'automatisation du traitement des procès-verbaux ;
- L'information complète du contrevenant ;
- Un système sûr, équitable, rigoureux et transparent pour toutes les personnes verbalisées.

Il incombe ensuite à la PMT de se doter du matériel répondant aux normes de l'ANTAI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ANTAI pour la mise en œuvre du Procès-Verbal Electronique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-239131-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANTAI_Convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.